



**HAL**  
open science

# Du succès du cessez-le-feu à l'échec de la paix, l'expérience des monts Nouba au Soudan (2002-2005)

Marc Lavergne

## ► To cite this version:

Marc Lavergne. Du succès du cessez-le-feu à l'échec de la paix, l'expérience des monts Nouba au Soudan (2002-2005). *Hérodote - Revue de géographie et de géopolitique*, 2015, Post-conflit : entre guerre et paix ?, 3<sup>e</sup> trimestre 2015 (158), pp.112-131. 10.3917/her.158.0112 . halshs-01202395

**HAL Id: halshs-01202395**

**<https://shs.hal.science/halshs-01202395>**

Submitted on 9 Jan 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

Du succès du cessez-le-feu à l'échec de la paix, l'expérience des monts Nouba au Soudan (2002-2005), Herodote, 2015/3 (n° 158)

Une nouvelle piste pour la sortie de conflit ? L'expérience de la Joint Military Commission/Joint Monitoring Mission (JMC/JMM) pour les monts Nouba au Soudan (2002-2005)

A new track for conflict resolution ? The Joint Military Commission/Joint Monitoring Mission (JMC/JMM) experience for the Nuba Mountains in Sudan ( 2002-2005)

Marc Lavergne  
Directeur de recherche au CNRS  
Laboratoire GREMMO  
Université Lyon 2<sup>1</sup>

courriel : collongue@gmail.com

A partir de l'exemple concret de la mise en œuvre d'un cessez-le-feu destiné à aboutir à un règlement de paix durable, il s'agit ici de s'interroger sur la possibilité de régler un conflit sans avoir au préalable remédié à ses causes : la boîte à outils aujourd'hui en vogue des organisations internationales <sup>2</sup> n'est faite que de mesures d'accompagnement, mais pas de règlement.

Or la "communauté internationale" (i.e. les Occidentaux) qui les met en œuvre n'a plus le pouvoir, la compétence ou l'intérêt d'imposer ses solutions par la force. La période coloniale et post-coloniale, qui permettaient d'ignorer souverainement non seulement les causes des problèmes, mais également les modes de résolution adaptés aux cultures et aux traditions des peuples, ainsi que leurs intérêts tels que ressentis comme primordiaux ou prioritaires, est révolue. La cécité et l'impuissance de l'Occident réduit à une force militaire et à des ressources financières bien diminuées, ne permettent plus d'imposer de solutions durables.

L'exemple du cessez-le-feu imposé par les États-Unis dans les monts Nouba au Soudan en 2002 est en cela très éclairant : si l'opération a connu dans un premier temps un succès reconnu et apprécié par toutes les parties, grâce à une approche novatrice et prometteuse, elle a finalement échoué dans la mesure où la pression initiale n'a pas été maintenue, et où le gouvernement de Khartoum s'est senti à la fois libre et contraint de rétablir sa férule sur la région considérée.

\*\*\*

Le 19 janvier 2002, est signé à Bürgenstock, en Suisse, un accord de cessez-le-feu entre le gouvernement soudanais et le mouvement rebelle SPLA-Monts Nouba, sous l'égide des États-Unis et de la Suisse. Signé pour six mois renouvelables, cet accord durera trois ans, avant d'être intégré dans un accord de paix global entre le gouvernement soudanais et le mouvement rebelle du SPLM, le 9 janvier 2005 à Naivasha.

## **I - Une initiative opportuniste, pragmatique et originale**

---

<sup>1</sup> L'auteur, chercheur au CNRS, participa à cette mission dont il fut l'un des deux représentants français, en tant que conseiller juridique et politique auprès du général norvégien JE Wilhelmsen, président de la JMC (l'autre étant un diplomate spécialiste des dossiers africains). La relation de cette mission s'appuie sur des notes personnelles, et sur les précieux rapports rédigés par trois autres participants dans un cadre universitaire : Nicolas Bonvin, Thomas Jenatsch et Christopher Varhola (voir bibliographie).

<sup>2</sup> "Peace building, Capacity building, Leadership building, State building", et l'on en passe, qui ne sont que des formules paternalistes, cherchant à plaquer des recettes inadaptées en écartant toute l'expérience historique et les conditions propres à chaque société.

Lorsqu'il s'installe à la Maison Blanche, en janvier 2001 George W. Bush découvre le dossier soudanais. L'administration républicaine n'a aucune compétence sur ce dossier mais décide d'en faire un test de sa capacité à mettre en œuvre, non seulement son programme, mais sa vision du monde fondée sur la notion de « choc des civilisations », déjà mise en œuvre par les États-Unis dans le démembrement de la Yougoslavie et les accords de Dayton qui l'ont entériné en 1995.

Depuis 1983, la guerre fait à nouveau rage au Soudan, pays lointain et de peu d'intérêt stratégique : autour du Sudan People's Liberation Movement (SPLM), les rebelles ne réclament plus l'indépendance du Sud, mais un changement de régime à Khartoum, qui donnerait aux peuples non-arabisés, voire non-islamisés du vaste ensemble soudanais les mêmes droits que ceux détenus historiquement par l'élite arabisée et islamisée de la vallée du Nil. Cet agenda unitaire et laïque a séduit non seulement le Sud, mais aussi des régions marginalisées du Nord, qui bien que majoritairement ou totalement islamisées, sont l'objet d'une discrimination de la part de Khartoum. C'est en particulier le cas des monts Nouba, mais aussi du Darfour, du Sud du Nil Bleu, des montagnes de la mer Rouge et de la Nubie [Lavergne, 2004].

Le coup d'État militaro-islamiste de 1989, loin de chercher une solution pacifique à ces revendications, a déclaré la guerre à outrance contre la population des régions en dissidence, en s'appuyant sur des milices tribales, les Mourahilin, et des supplétifs urbains, les Forces de Défense Populaire [Varhola, 2002, appendice A]. Ce conflit suscite l'émotion de deux groupes de pression importants au Congrès américain : le Black Caucus majoritairement démocrate, et le mouvement chrétien fondamentaliste, qui a le vent en poupe au sein du parti républicain : pour les premiers, le conflit oppose des Noirs et des Blancs, pour les seconds, des Chrétiens et des Musulmans. Deux visions certes réductrices, mais qui offrent l'intérêt d'être immédiatement compréhensibles par les médias, donc de susciter l'émotion de l'opinion publique<sup>3</sup>.

Un élément déterminant de l'intérêt officiel est en réalité la mise en exploitation, à partir de 1999, de gisements de pétrole dans la cuvette du Haut-Nil. Le Soudan étant sous embargo américain et onusien depuis 1997<sup>4</sup>, ce sont les entreprises chinoise (GNPC) et malaisienne qui exploitent ce pétrole, tandis que l'entreprise américaine Chevron, qui avait été la première avec la française Total à explorer ces concessions, a plié bagage. L'exploitation pétrolière donne au gouvernement soudanais à la fois des moyens financiers accrus pour l'achat d'armement, une raison supplémentaire de réprimer les mouvements de révolte dans les régions pétrolifères, et des alliés stratégiques à l'heure où le décollage économique de la Chine conduit à s'intéresser de près au continent africain. À l'inverse, la nouvelle administration américaine et la famille du président Bush sont très liées aux milieux pétroliers du Texas et ne verraient pas d'objection à renouer avec le Soudan, qui a prié Oussama Ben Laden d'aller s'installer ailleurs en 1996, tandis que Hassan el Tourabi a été écarté du pouvoir et emprisonné en 1999.

Bill Clinton et l'administration démocrate précédente avaient choisi une stratégie militante vis-à-vis de l'Afrique, déjà considérée comme un continent d'avenir, à la suite de la chute de l'URSS et de ses alliés africains, en cherchant à promouvoir de nouveaux leaders, moins corrompus, plus légitimes, et en tous cas plus intéressés par le développement de leur économie que par la simple prédation. L'un d'entre eux était John Garang, leader charismatique du SPLM soudanais<sup>5</sup>. Cette approche démocrate orchestrée par Madeleine Albright, secrétaire d'État, avait été malmenée par les attentats de Dar es Salam et Nairobi, menés par Al Qaïda contre les ambassades américaines en août 1998, et auxquelles les Américains avaient répondu par le bombardement d'une usine pharmaceutique dans la banlieue de Khartoum, soupçonnée d'abriter une fabrique d'armes chimiques.

---

<sup>3</sup> En réalité, le conflit inter-soudanais, hérité de la colonisation britannique, est un conflit entre les tribus arabisées et islamisées de la vallée du Nil, qui détiennent le pouvoir, et les périphéries de cet immense État, peuplées de groupes dominés et qui abritent les ressources exploitables.

<sup>4</sup> Suite à la tentative d'assassinat du président égyptien Hosni Moubarak en 1995 à Addis-Abeba.

<sup>5</sup> Ancien rebelle devenu colonel de l'armée régulière à la suite de l'accord d'Addis-Abeba en 1972, titulaire d'un doctorat d'économie agricole de l'université d'Iowa, discipline qu'il enseignait à l'université de Khartoum avant de prendre la tête de la rébellion naissante en mai 1983.

C'est donc à une véritable rupture stratégique et tactique que va se livrer le président Bush. L'administration américaine décide de régler le dossier soudanais d'une manière non plus idéologique et frontale, mais empirique et pragmatique.

George Bush nomme donc le sénateur du Dakota du Nord, John Danforth, prêcheur presbytérien à ses heures, comme son envoyé spécial, chargé de faire des propositions pour un règlement global du conflit. John Danforth ne parvient à se rendre au Soudan qu'après le 11 septembre 2001, alors que le Soudan cherche à faire oublier son intimité passée avec l'auteur des attentats de New York et l'ensemble de la galaxie islamo-terroriste ; il revient avec un plan en quatre points, destiné à tester la bonne volonté des parties de parvenir à un règlement pacifique :

- L'interdiction des bombardements aériens ;
- L'établissement de "périodes de tranquillité", permettant l'acheminement de l'aide humanitaire ;
- Une enquête sur la renaissance de l'esclavage au Soudan,
- Un cessez le feu de six mois renouvelables dans les monts Nouba.

Ce plan est accepté par les deux parties. Le point sur le cessez le feu dans les monts Nouba est crucial pour le SPLM : depuis le milieu des années 80, cette région de collines escarpées du centre du pays s'est soulevée contre le pouvoir central, sous la houlette de Youssif Kowa et de son mouvement Komolo [Rahhal, 2001]. Et le mouvement armé a rejoint en 1987 le Sudan People's Liberation Movement (SPLM). Mais en ce début de 2002, les forces du SPLM-Nouba et la population soumis à un blocus total depuis quinze ans par les forces gouvernementales, sont épuisées.

#### *Une rébellion de pauvres, soumise à l'influence du milieu naturel*

Les monts Nouba sont un ensemble de collines escarpées qui s'étirent au centre du Soudan à l'intérieur d'un carré de près de 300 km de côté, soit 80 000 km<sup>2</sup>, entre le 10 et le 12 parallèle Nord. Ces collines sont divisées en deux groupes, occidental et oriental. Les "Eastern jebels" sont d'envergure modeste, ils s'agit surtout d'*inselbergs* isolés au nord, qui s'étoffent vers le sud avec les Miri Hills. Les "Western jebels", plus épars au nord où ils se limitent à des pitons isolés, se développent en *inselgebirge* compacts plus au sud (jebel Limoun, jebel Moro), séparés par d'étroites vallées. Entre les deux émiettements de collines s'étend la vaste plaine du Soudan central, soumise à un climat tropical sec, de la steppe à acacia du nord aux baobabs et aux étendues herbeuses du sud, jouxtant la cuvette du haut-Nil.

Cet ensemble est peuplé de groupes très variés : les montagnes, qui s'élèvent à près de 1400 m au maximum, abritent des groupes qualifiés de paléonigritiques [Froehlich, 1968], attirés là par les réserves d'eau et une pluviométrie localement plus abondante que dans la plaine, et par la sécurité que leur offre le relief abrupt. Une cinquantaine de peuples se trouvent donc réunis côte à côte sur ces collines, qui constituent un rassemblement unique des principaux rameaux linguistiques africains, du nigéro-congolais au nilo-saharien [Quint, 2006]. L'appellation de "Nouba" leur est étrangère, et provient d'une confusion avec les peuples nubiens des bords du Nil, aux confins du Soudan et de l'Égypte. Les plaines, en revanche, sont parcourues par des peuples éleveurs de bétail, transhumant selon des axes nord-sud, des confins du désert aux lisières de la savane. Ces tribus « baggara »<sup>6</sup> sont en interaction constante avec les Nouba, à travers des échanges commerciaux, ou des conflits liés à leur passage saisonnier sur les terres cultivées par les Nouba dans les plaines, et à leur activité de razzieurs d'esclaves. La *pax britannica* avait encouragé cette descente des Nouba dans la plaine, pour les inciter à développer la culture du coton dans une zone suffisamment arrosée pour ne pas exiger d'irrigation [Adams, 1987].

Le territoire, peuplé d'environ 1,5 million d'habitants nomades et sédentaires, était alors divisé en deux zones : le gouvernement contrôlant les villes et les plaines, et le SPLM les montagnes les plus

---

<sup>6</sup> « Éleveurs de bovins », en arabe (prononciation soudanaise)

difficiles d'accès. La capitale provinciale est Kadougli au centre-sud de la province, entre les deux ensembles montagneux, au terminus d'une route qui fut goudronnée et qui la relie à El-Obeid, capitale du Kordofan historique. La province est divisée administrativement en cinq districts, dont les chefs-lieux sont Talodi, Heyban, Dilling, Abou Jubayha, et Kadougli.

L'accroissement de la population des montagnes a depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle poussé une part importante de la population à migrer vers les centres urbains du Soudan, et en particulier la capitale, Khartoum, où les Noubas sont employés dans la construction. Derrière leur apparent isolement et leur attachement à leurs coutumes et à leur mode de vie, mis en scène par la cinéaste nazie Leni Riefenstahl [Riefenstahl, 1986] les Noubas sont donc en réalité ouverts sur le monde extérieur dont ils ont adopté les codes et souvent la religion, islam ou christianisme, sans délaisser leurs rites et leurs croyances ancestrales.

Le conflit actuel est en réalité né de la mise en culture extensive mécanisée des plaines par des investisseurs absentéistes liés au pouvoir, au prétexte classique de l'absence de titres de propriété écrits de leurs exploitants noubas. La plaine a été découpée en blocs quadrangulaires qui s'étendent sur des milliers, voire des dizaines de milliers d'hectares d'un seul tenant, complètement déboisés et livrés à l'érosion éolienne et au ruissellement [El-Battahani, 2009]. Les Noubas n'ont pas été les seules victimes de ces expropriations : les Baggara se sont vu priver de leurs parcours et de leurs pacages, et contraints d'emprunter des couloirs occupés par les paysans noubas sans défense. Et finalement, dans les années 80, l'Etat a recruté les Baggara dans des milices à cheval, les Mourahilin, qui terrorisent la population noubas pour le compte des grands propriétaires. Les Noubas, contraints de prendre les armes, sont beaucoup plus vulnérables que les Sud-Soudanais, car plus facilement accessibles de Khartoum et ils représentent en même temps une plus grande menace, car ils mettent en cause le socle même des régimes politiques qui se succèdent à Khartoum, et apportent une caution nord-soudanaise à la vision du New Sudan proposée par le SPLM.

Les collines sont encerclées, avec la population qui s'y est réfugiée est entourée de camps militaires et tous les accès en sont minés. Le gouvernement concentre la population captive de femmes, d'enfants et de vieillards dans des camps au pied des collines, les sinistres « dar es salam », sous le contrôle d'organisations caritatives islamiques comme Al-Bir, Al-Muaffaq, Da'wa islamiya ou IARA qui pratiquent islamisation et arabisation forcées, en éradiquant toutes les pratiques et coutumes qui leur paraissent primitives ou contraires aux valeurs de l'islam.

Dans les collines, le surpeuplement épuise les terres arables, et les terrasses édifiées depuis des siècles s'écroulent sous les bombardements des Antonov. La résistance des rebelles est dans ces conditions héroïque : les assauts lancés lors de chaque saison sèche par les Sudanese Armed Forces (SAF) sont repoussés par les combattants affamés et en guenilles, qui arrivent à préserver le bastion de Luere, où est installé le commandement du mouvement, dans les monts Otoro. Les monts Noubas ne sont pas inclus dans le périmètre d'intervention de l'Opération Lifeline Sudan, lancée en 1989 par l'ONU. pour soutenir la population civile du Sud. Et le SPLM n'est guère en mesure de rompre leur isolement, étant séparé des collines par une vaste étendue de savanes à découvert. De plus, le mouvement ne dispose pas des moyens nécessaires pour convoier les armes, les soldats et le ravitaillement qui seraient nécessaires<sup>7</sup>.

C'est dans ces conditions désespérées qu'intervient le cessez-le-feu, signé avec l'aval de la direction du SPLM à Nairobi. Mais pour celui-ci, il ne s'agit nullement d'entrer dans un processus de paix et de déposer définitivement les armes : simplement d'un répit qui permette à une aide humanitaire et des renforts en hommes et en matériel de parvenir aux Noubas. Il est exclu de laisser la branche noubas (SPLM-Noubas) signer une paix séparée avec Khartoum tant que la guerre continue au Sud et que les buts de guerre - la transformation ou le changement du régime à Khartoum - ne sont pas atteints.

---

<sup>7</sup> Pourtant, le soutien des Noubas au mouvement à ses débuts a été crucial, puisque les troupes noubas ont constitué jusqu'à 40 % des forces armées, sur des fronts très éloignées de leur région natale, des frontières éthiopiennes à celles de la RDC. sur l'histoire des dix premières années de la guerre, voir African Rights, 1995.

Dans l'esprit du gouvernement au contraire, il s'agit d'une occasion à saisir pour transformer ce cessez-le-feu en une pacification rampante permettant de parvenir au même résultat que l'intervention militaire, en détachant la population du mouvement rebelle grâce au soutien *nolens volens* des organisations humanitaires et de l'aide internationale.

Pour ce qui concerne le gouvernement américain, et les Occidentaux qui s'associent à l'opération, il est permis d'imaginer un double jeu. En apparence, il s'agit d'un cessez-le-feu humanitaire en faveur de peuples qui suscitent la compassion envers des sociétés reliques qui éveillent la nostalgie d'un âge d'or rousseauiste. Mais au fond, la perspective évoquée par John Garang qui s'oppose à une sécession du Sud n'éveille pas l'enthousiasme, et le régime de Khartoum séduit jusqu'à Washington, où il est considéré par la CIA comme pragmatique et fiable, dans une Afrique vouée aux Etats faillis.

### *L'accord de cessez-le-feu, un concept original d'ambition modeste*

L'attentat du 11 septembre 2001 facilite considérablement la tâche des médiateurs : le gouvernement soudanais a tout intérêt à se dédouaner rapidement de toute responsabilité directe ou indirecte dans l'attentat, sous peine de subir le sort qui attend l'Irak et l'Afghanistan, et à collaborer activement avec la CIA dans sa traque d'Al-Qaïda.

Les négociations se déroulent surtout avec le côté gouvernemental. L'accord du mouvement rebelle est entendu, dans la mesure où il n'est pas en mesure de résister aux pressions américaines et où les États-Unis sont censés défendre ses intérêts. C'est le 19 janvier, après cinq jours de face-à-face tendu entre représentants du gouvernement et des rebelles, que l'accord est signé<sup>8</sup>. Le texte de l'accord se ressentira de cette précipitation, et la non-prise en compte des réalités de terrain en rendra parfois l'application aléatoire. L'accord est signé à un niveau modeste : du côté gouvernemental par le Secrétaire général des Affaires Étrangères soudanais, le Dr Mutrif Siddiq, du côté rebelle par le commandant du SPLM-Nouba, Abd el Aziz Adam el Hérou, et co-signé par les deux facilitateurs, l'ambassadeur suisse Joseph Blucher et le colonel américain Dennis Giddens, détaché auprès du Département d'État<sup>9</sup>.

L'accord contient des articles ayant trait à la cessation des hostilités : désengagement des forces en présence, retrait des armes lourdes, contrôle des forces irrégulières des deux camps, regroupement des forces dans des garnisons aisément contrôlables. D'autres articles sont moins directement liés à la cessation des hostilités, et manifestent la volonté d'un retour à la paix

### *Guerre et paix : une question de frontières*

La première urgence est la délimitation des territoires des deux camps. Dans un souci de rééquilibrage des forces en présence, le gouvernement a accepté d'accorder au SPLM-Nouba plus de territoires qu'il n'en contrôle réellement. On a donc dessiné sur la carte de gros « œufs d'oie » contrôlés par les rebelles dans les grands massifs des Western jebels, les monts Otoro et Limoun, et quelques zones autour de massifs isolés comme Julud et Tima au nord-est. Au sud-est, il a été décidé d'accorder au SPLM une zone qu'il n'occupait plus, et de dessiner un carré centré sur les monts Miri, à l'ouest de Kadougli. Pour la mise en oeuvre du cessez-le-feu, la zone de compétence de la JMC/JMM est divisée en 5 secteurs, sous la responsabilité de détachements comprenant des représentants des deux Parties et des observateurs internationaux. Les forces armées de chaque

---

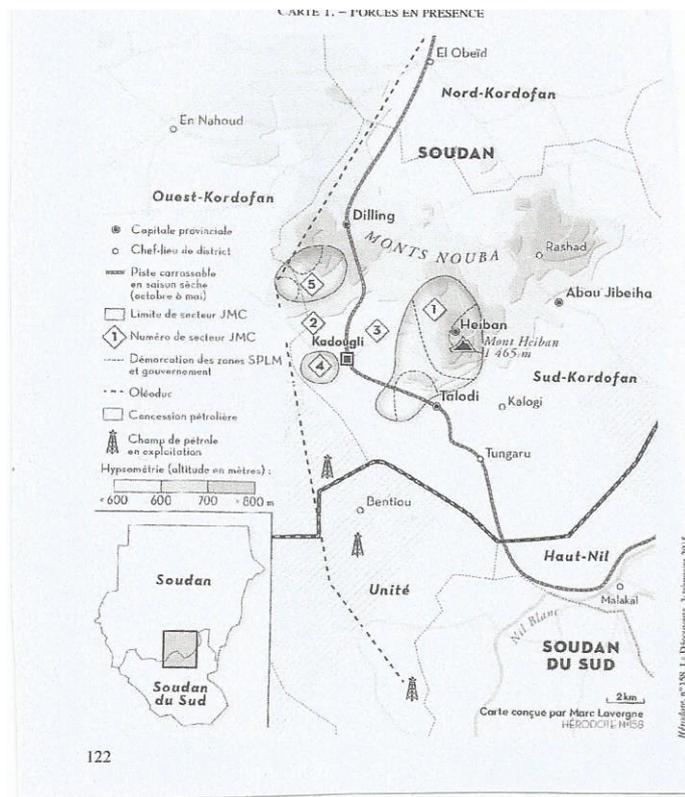
<sup>8</sup> Selon l'un des négociateurs du SPLM, tous sont enfermés dans un chalet, au sommet d'une montagne enneigée, sans communication avec le monde extérieur, et les journées sont rythmées par des appels téléphoniques comminatoires du département d'État. Les rebelles se plaignent même de trouver au matin, les termes des points convenus la veille modifiés durant la nuit sans leur consentement.

Le chef du mouvement rebelle pour les monts Nouba, Abd el Aziz el Hérou, un militant et un militaire chevronné, né dans les monts Nouba, mais originaire d'un peuple du Darfour, les Masalit, dont une branche s'est installée sur place depuis plusieurs décennies. Il a été désigné peu de temps auparavant par John Garang pour succéder au fondateur du mouvement rebelle dans les montagnes, Youssif Kowa, décédé d'un cancer en 2001.

<sup>9</sup> Le texte de l'accord se trouve chez Varhola, 2002 et chez Bonvin, 2007.

camp sont cantonnées dans des localisations précises, ce qui laisse place à une zone tampon, pour prévenir toute reprise, volontaire ou non, des hostilités. Le secteur I est largement sous contrôle du SPLM et contient le siège du mouvement à Luere près de Kauda. Le secteur II est sous contrôle gouvernemental avec Kadougli la capitale provinciale. Le secteur III couvre la plaine centrale autour de la ville-marché de Hamra. Le secteur IV couvre les Miri Hills, qui ont été le théâtre d'affrontements violents, mais sont désormais démilitariés.. Le secteur V est situé tout au nord des monts Nouba, et couvre les Eastern Jebels autour de Ras al Fil.

Les deux Parties ne sont pas toujours en mesure de donner un compte et la localisation exacts de leurs forces, pour des raisons tenant à leur souci de masquer une réalité tantôt supérieure et tantôt inférieure à leurs déclarations, ou de dévoiler leur structure opérationnelle : dissémination de bataillons et de brigades du côté du gouvernement, d'escouades du côté du SPLA. Elles peuvent aussi tenter de dissimuler les armes de portée indirecte de plus de 80 mm (mortiers, canons, tanks et automitrailleuses, etc.) qui doivent être retirées de 18 km au moins de l'ennemi ; mais parfois les forces gouvernementales majoritairement détentrices de cet armement lourd sont dans l'incapacité de les déplacer pour des raisons mécaniques ou climatiques, après le début de la saison des pluies. L'application de l'accord doit donc être adaptée aux conditions de terrain.



Monts Nouba : carte du déploiement de la Joint Military Commission

L'université de Berne a certes réalisé en urgence un jeu de cartes de la région, mais l'échelle n'est pas suffisante pour les besoins de la mission ; il faut donc dessiner de nouvelles cartes à partir de vieilles cartes soviétiques écrites en caractères cyrilliques, les corriger à partir des données géodésiques, rectifier la toponymie, y ajouter les éléments d'information nécessaires aux équipes, sur les tracés des pistes, les gués, les zones minées (d'après les récits des militaires des deux camps), les villages incendiés et bientôt recouverts par la végétation, les terrains propices aux atterrissages des hélicoptères, qui sont eux-mêmes dépourvus de tous instruments de repérage.

Au manque de cartes géographiques s'ajoute l'absence de cartes mentales, l'incapacité des étrangers à comprendre le territoire, son histoire, sa valeur symbolique ou sacrée, la raison de la localisation des villages, des greniers et des champs, la valeur stratégique ou tactique des positions tenues par les uns ou les autres. Derrière la technique militaire qui détermine la portée d'un mortier ou d'une *douchka*, se cachent bien d'autres considérations...

#### *L'introuvable terrain neutre*

Les rebelles exigent que le siège de la mission soit installé en terrain "neutre". Ils refusent en effet que leurs représentants soient hébergés en territoire ennemi, où leur sécurité pourrait être en danger, et où ils perdraient le contact avec leurs chefs. Mais il n'existe pas de territoire qui puisse être qualifié de neutre, et pour des raisons de commodité logistique, la mission s'installe dans l'ex-école normale d'instituteurs<sup>10</sup> désaffectée située à quelques kilomètres du chef-lieu, à Tillo. Celle-ci est voisine du QG de la 14<sup>e</sup> division de l'armée gouvernementale « Haggana » et le SPLM-Nouba craint pour la sécurité de ses représentants, qui ne peuvent pas quitter l'enceinte du camp, à la différence des officiers gouvernementaux, qui peuvent se rendre auprès de leurs collègues, voire rejoindre leur famille « en ville ». L'armée soudanaise accepte donc de se retirer de son poste avancé d'Oum Sirdibba, au pied des monts Limoun, longtemps disputé entre les deux camps, pour en faire le siège futur de la mission. Il n'en reste pas moins, en attendant, que les chefs militaires occidentaux et gouvernementaux fraternisent devant la télévision du mess des officiers soudanais, qui retransmet les matches de football tandis que circulent les assiettes de sablés et les bouteilles de sodas.

#### *Dispositions visant au rétablissement de la paix civile*

Dès l'article II, un paragraphe concerne la cessation de toute violence à l'égard de la population civile, spécifiant l'interdiction « des exécutions sommaires, de la torture, du harcèlement, de la détention arbitraire et de la persécution des civils en fonction de leur origine ethnique, de leur religion ou de leur affiliation politique, l'incitation à la haine raciale, l'armement de civils, l'utilisation d'enfants soldats, les violences sexuelles, l'entraînement de terroristes, la génocide et le bombardement de populations civiles. » (art. II, para 3d).

L'accord prévoit également le soutien des Parties aux opérations d'aide humanitaire, par l'ouverture de corridors humanitaires et l'assistance aux personnes déplacées, tandis que le CICR, sans avoir été consulté<sup>11</sup>, se voit attribuer un rôle d'assistance aux personnes détenues en relation avec le conflit (art. II, para 8).

#### **L'instrument de la mise en oeuvre : la Joint Military Commission/Joint Monitoring Mission (JMC/JMM)**

L'application de l'accord doit être assurée par les deux Parties avec le soutien d'une tierce partie, la Joint Military Commission (JMC), composée d'éléments militaires et civils internationaux acceptés par les deux Parties. La composition et le rôle de la force internationale sont entourés d'une certaine confusion : la JMC est initialement divisée entre une Central JMC et des JMC locales, chargées de contrôler l'application du cessez-le-feu sur le terrain ; mais au fil des articles apparaissent également une International Monitoring Unit (IMU), et une Joint Monitoring Mission (JMM), tandis qu'un « Groupe des Amis des monts Nouba » composé des ambassadeurs à Khartoum des pays participant à cette force multinationale, est censé donner l'impulsion politique à l'opération et servir de relais entre la JMC, organe d'exécution sur le terrain, et les Parties.

---

<sup>10</sup> Qui fut la pépinière du mouvement rebelle nouba, dont le fondateur, Youssif Kowa, était l'un des instituteurs, ce qui explique qu'elle ait été fermée dès le début de la guerre en 1987.

<sup>11</sup> Le CICR fera connaître son agacement devant le caractère cavalier de cette implication qui n'a été précédée d'aucune concertation. L'ancêtre des organisations humanitaires non-gouvernementales est une association de droit privé helvétique, et malgré son statut particulier reconnu par les Nations-Unies, demeure particulièrement jaloux de son indépendance, gage de son efficacité et de sa capacité d'intervention dans les contextes les plus conflictuels.

A l'usage, le schéma est simplifié avec une JMC réduite à neuf membres (3 représentants du gouvernement, 3 représentants de la SPLA et 3 représentants de la force internationale, dont l'un préside l'ensemble, assisté de deux vice-présidents). Celle-ci est l'organe qui chapeaute la JMM, éliminant de fait l'IMU qui ne verra pas le jour. Le président est un brigadier-général norvégien, le général Jan-Erik Wilhelmsen, dont c'est le premier commandement, mais la 8<sup>e</sup> participation à une opération de paix internationale, et les vice-présidents sont des colonels étrangers dont l'un est Chief of Staff et l'autre Chief of Operations.

Le rôle de la JMC devait être exclusivement militaire : superviser le redéploiement des forces, identifier les zones minées, inspecter le ravitaillement des deux camps, etc. mais aussi « approuver tous les vols à destination des monts Nouba et en assurer la notification aux Parties ((art. VII, 3g)<sup>12</sup>. Mais au fur et à mesure de l'avancement de la mission, les tâches civiles l'emporteront, l'enjeu passant du contrôle des armes à la pacification des esprits. Les observateurs internationaux (entre 10 et 15 initialement) ont été mis à disposition par les pays réunis dans le groupe des « Amis des Monts Nouba » : les États-Unis d'Amérique, la France, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. Ils sont chargés, avec un nombre égal d'observateurs de chacun des deux camps, de parcourir par la route ou par les airs, les villes, les villages et les campements, ainsi que les installations militaires des deux camps, pour assurer le respect du cessez le feu et inspecter les cargaisons d'aide humanitaire livrées par avion<sup>13</sup>.

Chaque équipe d'observateurs est composée d'un officier des Sudan Armed Forces (SAF), du SPLA-Nouba et d'un observateur international. Aucun d'eux ne porte d'armes (même si les Soudanais portent des uniformes avec l'insigne de leur appartenance), ce qui donne à ce déploiement sur le terrain une touche plus civile que militaire.

#### *Un montage original, source de fragilité et gage de succès*

Le montage de cette opération est original à plus d'un titre : il s'agit d'une opération confiée de A à Z à des militaires, avec seulement une supervision diplomatique lointaine et distante.

Or les militaires ne sont pas familiers des arcanes de la diplomatie, de l'administration et de la finance : ils ignorent tout des Départements du Protocole, des privilèges et immunités diplomatiques, mais aussi des prérogatives du pays d'accueil. Le gouvernement de Khartoum fera donc tout son possible pour freiner la mise en place de la mission et par là, saper la confiance du mouvement rebelle vis-à-vis de celle-ci : procédures tatillonnes d'achat et d'importation de matériel, contrats et du droit du travail, rédaction de courriers officiels ou diplomatiques seront des casse-tête.

D'autre part, le pays qui a été sollicité de prendre la responsabilité de l'opération est la Norvège, qui agit en quelque sorte en faux-nez des États-Unis. Elle a certes divers titres à jouer ce rôle : allié

---

<sup>12</sup> Cet alinéa apparut rapidement avoir une implication bien plus vaste que son seul aspect technique : le gouvernement soudanais s'opposa dès le départ à ce que la JMC (bien que composée pour un tiers de ses représentants) donnât seule le feu vert aux vols à destination des zones rebelles. La discussion porta sur le sens à donner au mot „approve», le gouvernement soudanais prétendant se réserver le droit d'autoriser les vols, ce qui préserverait sa souveraineté sur l'espace aérien national. Pour le SPLA en revanche, il était inacceptable que les vols soient vérifiés par des agents du gouvernement soudanais : la crainte était que la nourriture ne soit empoisonnée à cette occasion ou que des maladies comme la rougeole ne soit inoculée pour décimer les Nouba. Le principal intérêt de l'accord était au contraire d'assurer une totale liberté d'accès pour l'aide humanitaire d'où qu'elle vînt, c'est-à-dire en l'occurrence de la base de Lokichoggio au nord du Kenya. Cet entêtement du SPLM entraîna la diffusion rapide d'une épidémie de rougeole meurtrière dans le nord des montagnes, celui-ci refusant que des médecins et infirmiers soudanais venus de Khartoum participe aux opérations de secours.

<sup>13</sup> ce qui n'empêchait pas les deux camps, et en particulier le gouvernement, de faire fonctionner un véritable pont aérien d'aide « islamique », en provenance en particulier des Émirats Arabes Unis, hors de tout contrôle (l'aide apportée par voie de terre, qui ne concernait que les zones gouvernementales, n'était de toutes façons pas contrôlée, tandis que les montagnes tenues par les rebelles, encerclées de champs de mines, dépendaient entièrement de la voie aérienne).

fidèle au sein de l'OTAN dont elle couvrait le flanc nord face à l'URSS, elle dispose de revenus importants grâce aux gisements d'hydrocarbures de la mer du Nord, d'une tradition d'engagement humanitaire international important, d'une réputation social-démocrate tiers-mondiste soucieuse du devenir de l'Afrique. La diplomatie norvégienne, appuyée par une armée aguerrie, héritière de la tradition de résistance contre l'envahisseur nazi, est disponible, depuis la chute de l'URSS, pour opérer sur des terrains de crise dans les pays du Sud, en Asie et en Afrique<sup>14</sup>. Mais elle n'a pas d'ambassade à Khartoum...

Le financement est fourni par des contributions volontaires, l'essentiel par les États-Unis, le reste par la Norvège et la Suisse. Les autres pays participants adoptent des attitudes diverses, en fonction de leurs compétences et de leurs intérêts, mais cherchent dans l'ensemble à réduire au minimum leur engagement humain et financier.

### *Une conception audacieuse qui fait de nécessité vertu*

La mission démarre par un stage d'entraînement en Norvège (!), au camp de Sessvölmen, dans des baraques enfouies sous la neige au milieu de la forêt de sapins. Elle se poursuit à Khartoum, par la prise de contact avec les autorités gouvernementales, puis à Kadougli, chef lieu de la province du Sud-Kordofan<sup>15</sup>. Les conditions de vie de la mission sont au départ très précaires : c'est la première fois que des étrangers pénètrent dans la région depuis quinze ans et rien n'est prévu pour les accueillir. Les relations entre les composantes civile et militaire sont tendues, transcendant les différences culturelles entre Scandinaves, Anglo-saxons et Latins. La rigueur militaire anglo-saxonne, à laquelle adhèrent les Norvégiens, concentrés sur l'application stricte du cessez-le-feu, entre en opposition avec la souplesse qui rapproche les Suédois des Italiens, en passant par les Allemands, les Français et les Suisses, plus à l'aise dans cet environnement nouveau et plus concernés par le volet « paix et développement » qu'ils souhaitent conférer à la mission.

Au fil des mois, face à la culture militaire et américaine initialement dominante de la mission, se dessine une contre-culture civile.

### *De l'impartialité à la solidarité*

Le premier défi est la mise en place d'une attitude sinon d'une neutralité impossible, du moins d'une impartialité fondée sur le respect des dispositions du cessez-le-feu.

En effet, les officiers occidentaux éprouvent d'emblée une proximité professionnelle à l'égard de leurs homologues de l'armée gouvernementale, et de son état-major<sup>16</sup>. Celle-ci frise parfois la connivence et paraît décalée avec le sentiment affiché en Occident vis-à-vis du régime politique que

---

<sup>14</sup> De plus, la Norvège a un intérêt et une compétence particuliers sur la situation soudanaise. Le grand anthropologue norvégien Fredrik Barth a en effet séjourné au Darfour dans les années 60, et y a élaboré certaines de ses théories. Il a créé à l'Université de Bergen une école d'anthropologie sociale réputée, qui a développé une coopération féconde avec le département d'anthropologie de l'Université de Khartoum. Cette expertise particulière s'est renforcée avec l'engagement de l'église luthérienne au Sud Soudan (Norwegian Church Aid), doublée par une organisation humanitaire qui a pris fait et cause pour le mouvement rebelle, la Norwegian People's Aid.

<sup>15</sup> Si le gouvernement en tient pour l'appellation Sud-Kordofan, qui inclut les plaines et leur population arabisée et islamisée, le SPLM ne retient que l'appellation « monts Nouba », qui met l'accent sur une région plus restreinte et sa population, seule considérée comme autochtone. On notera que la communauté internationale (ingénument ?) a également adopté l'appellation « monts Nouba », avant de se rallier à une solution équilibrée : c'est la dénomination « Sud-Kordofan/Monts Nouba » qui sera adoptée dans les documents officiels de la phase ultérieure. On peut néanmoins y voir l'amorce d'une divergence fondamentale sur la question "qui sont les citoyens susceptibles de voter pour décider du destin de la région ?" qui rappelle la problématique à laquelle le Sahara occidental sus contrôle marocain est confronté depuis son invasion en 1976 par le Maroc, et la résolution du Conseil de Sécurité de 1991 prévoyant un référendum d'autodétermination.

<sup>16</sup> Les rebelles tout comme les observateurs civils qui ont été volontaires pour servir en zone rebelle, et auxquels la culture de la discipline et de la hiérarchie militaires font défaut, sont au début ironiquement qualifiés de « hillbillies » ou de « hippies » par les militaires.

servent ces militaires soudanais auteurs d'un coup d'État et acquis à l'idéologie islamiste. En revanche, les civils sont plus sensibles aux souffrances de la population, dont ils recueillent les témoignages, communiquant par le biais des interprètes locaux. Après la mise en place des « secteurs » de la JMC, ce clivage se modifiera avec une sensibilité plus grande à la cause rebelle du côté des équipes civiles et militaires postées en zone rebelle. De nouvelles affinités se développeront, tantôt avec les Nouba christianisés victimes des persécutions et des tentatives de conversion forcée menées par des agents islamistes à la solde de Khartoum, tantôt avec les combattants rebelles, de la part des militaires postés dans les secteurs de montagne, où ils découvriront la geste de la résistance nouba.

Une autre dynamique se met en place au sein de la mission, entre les représentants du mouvement rebelle et des SAF hier encore ennemis : au nombre d'une quinzaine chacun, ils sont amenés à cohabiter. Leurs souvenirs communs sont ceux de massacres, de crimes de guerre, d'engagements sans merci, mais aussi d'un quotidien similaire, d'une même expérience de la guerre et de ses lois. Lors des soirées sous les vérandas des baraquements, les anciens ennemis se racontent telle ou telle embuscade où l'un ou l'autre avait le dessus comme s'il s'agissait de sportifs au souvenir d'une compétition ou d'un match.

Et les observateurs internationaux découvriront médusés, au fil du temps, les liens qui rapprochent les uns des autres : des Nouba combattent dans l'armée gouvernementale, tandis que des Arabes, de la région ou même de la vallée du Nil, ont choisi le camp du SPLM. Au hasard des inspections des unités militaires, on voit des frères « ennemis » tomber dans les bras l'un de l'autre, des cousinages inattendus permettre de régler des situations inextricables.

Au fil des mois, il devient de plus en plus difficile de reconnaître les officiers gouvernementaux de leurs homologues rebelles : sous les uniformes que ne distinguent que les écussons cousus sur les manches, ils prennent de plus en plus de positions personnelles, indifférents aux positions officielles de leur camp et sont plus attentifs à la cause de la paix et de la réconciliation à venir, qu'il défendent sous la bannière de la JMC. Il en résulte une confiance grandissante de la part de la population, et une plus grande fluidité dans la résolution des problèmes rencontrés.

Les officiers soudanais des deux bords observent avec un intérêt amusé les difficultés de la relation entre militaires et civils occidentaux, qui contribue à renforcer leur conscience d'être soudanais, par delà leurs divergences. La mission devient ainsi un microcosme de relations humaines, où s'atténuent et même s'abolissent les clivages initiaux.

### *Une ligne de conduite originale : régler les problèmes sur le terrain*

Le mot d'ordre de la mission est de régler les problèmes au niveau le plus bas, et de ne faire remonter au niveau supérieur que les cas graves de violation du cessez-le-feu. L'engagement en faveur du succès de la mission se fait sentir jusqu'à ce niveau, où l'attitude bonhomme mais déterminée du général Wilhelmsen, et l'atmosphère sur le terrain, loin des états-majors, permet de concilier les positions des délégations des deux camps : des solutions pratiques et de bon sens permettent de surmonter les obstacles posés par le flou de l'accord de cessez-le-feu et sa méconnaissance des conditions de terrain : tel tank saisi par les rebelles, enfoncé dans la boue et qui devrait être déplacé derrière les lignes de démarcation, est simplement muselé ; les combattants rebelles sont autorisés à escorter en armes les femmes qui vont chercher l'eau aux puits en zone gouvernementale...et même l'incident meurtrier d'une mine antichar posée sur le passage d'un tracteur portant des officiers du SPLA ne fera pas rompre cette harmonie, comme espéré par les agents provocateurs de Khartoum, qui souhaitent faire capoter la paix.

Les mines sont un obstacle majeur au rétablissement d'une vie normale, et surtout un test de la volonté de paix des parties. Elles sont disséminées partout, font de nombreuses victimes, et aucun camp ne semble avoir gardé la trace des plans d'enfouissement. Les rebelles ont miné les axes carrossables dans la plaine, et le gouvernement a disséminé des mines anti-personnel sur les sentiers empruntés par la population : ce sont surtout les femmes autour des puits et les enfants qui gardent les troupeaux qui en sont victimes. Une équipe de 33 démineurs mozambicains rejoindra donc la

mission pour procéder à l'ouverture d'un corridor en direction du QG des rebelles à Lwere, dans les monts Moro, et progressivement, à la réouverture de pistes carrossables reliant les principaux marchés. Mais ces réouvertures ne vont pas sans réticences, dans la mesure où les rebelles hésitent à ouvrir l'accès à leurs bastions montagneux.

### *La JMC, les agences de l'ONU et les ONG humanitaires : de la méfiance à la coopération*

Depuis le début des années 80, le Soudan est une terre d'élection des agences de l'ONU et des organisations humanitaires internationales. Mais depuis le coup d'État militaro-islamiste de juin 1989, les possibilités d'intervention se sont fortement restreintes, et sont sévèrement contrôlées [Lavergne et Weissman, 2003].

La JMC jouit par comparaison d'un statut privilégié, puisqu'elle a accès sans restrictions à un terrain « vierge », alors même qu'elle n'a aucun mandat ni aucune compétence pour enclencher des programmes d'action humanitaire. En même temps, l'amateurisme supposé de cette mission déclenche des critiques sceptiques et dépitées.

L'action des agences de l'ONU est divisée en deux pôles, l'un à Khartoum et son pendant à Nairobi, chacune des antennes prenant le parti du camp qu'elle desservait, gouvernemental depuis Khartoum, rebelle depuis Nairobi, tandis que les ONG se partageaient de la même manière, les américaines se cantonnant à Nairobi et n'intervenant qu'en zone rebelle, sur financements USAID et la plupart des européennes se partageant en fonction des zones desservies, au sud ou au nord. Il régnait donc une attitude militante pro-SPLM à Nairobi qui tranchait avec celle, plus légitimiste, qui régnait à Khartoum. La JMC a été très vite accusée par les ONG militantes pro-SPLM de Nairobi d'être biaisée en faveur du gouvernement soudanais, en grande partie à cause de la répugnance des militaires à accorder de la considération aux humanitaires et à leur ménager un espace. Le malentendu s'est cependant estompé, et les organisations humanitaires ont pu entreprendre des chantiers en zone rebelle, avec des moyens et des méthodes parfois contestables, qu'il s'agisse du défrichage de grands périmètres agricoles pour assurer l'autosuffisance alimentaire de la région par Samaritan's Purse, ou du ballet spectaculaire, mais ruineux et souvent inutile des largages aériens d'aide alimentaire par le PAM.

### *La mise en place d'une police civile, préalable à l'institution d'un État de droit*

Dans certaines zones de contact entre les deux Parties, c'est-à-dire de piémont, comme les vallées Moro et Otoro ou la zone de Heiban et du jebel El-Ageyr, l'armée gouvernementale devait céder la place à une force de police civile (annexe B, para 3). Mais après quinze ans de guerre et de toute-puissance de l'armée, le concept de police civile était quelque peu abstrait, et l'on vit arriver une force de 97 hommes armés de Kalachnikovs et de RPG 7, qui n'avaient fait pour la plupart que changer d'uniforme, pour assurer la sécurité d'une population de 1000 habitants recensés ! Dans la perspective d'un règlement final du conflit, la JMC tenta alors de promouvoir l'idée d'une force de police mixte. La création de cette force butait cependant sur l'absence d'un système juridique accepté par les deux Parties : fallait-il appliquer la loi du SPLA ou le droit coutumier, dans les zones SPLA, et les codes soudanais, se réclamant de la charia musulmane, dans les zones gouvernementales ? On aurait alors des situations ingérables, où des policiers gouvernementaux devraient laisser défiler sans intervenir des pochards dans les zones SPLA, et des policiers SPLA devraient faire flageller les ivrognes musulmans en zone gouvernementale...

Dans les villes et les villages, les forces militaires régnaient sans partage, appuyées par la Sécurité (NISS) qui arrêtait, torturait et exécutait sans contrôle, tandis que dans la steppe, les nomades baggara faisaient régner la terreur en toute impunité sur les paysans nouba. La JMC réussit cependant à intégrer dans son mandat les litiges et les délits qui relevaient plus de la justice civile que de l'observation du cessez-le-feu, même si les situations et les conflits personnels, conjugaux ou familiaux, fonciers ou concernant les récoltes et le bétail, étaient le plus souvent impactés par la situation de guerre. C'est finalement en se fondant sur le droit coutumier, et la bonne volonté des

deux parties, représentées par leurs observateurs, que des situations humaines complexes et souvent dramatiques purent être corrigées par centaines, et les agents de la Sécurité comme les hors la loi mis hors d'état de nuire.

### *Le «Nuba Mountains Programme Advancing Conflict Transformation»*

Parallèlement à la mission de cessez-le-feu, un programme inter-agences humanitaires a été initié pour favoriser le retour à la paix : le Nuba Mountains Programme Advancing Conflict Transformation (NMPACT)<sup>17</sup>. Celui-ci procédait d'une approche volontariste sans doute inspirée par les Etats-Unis, et d'une démarche à l'époque novatrice, qui consistait à créer de toutes pièces une société civile, censée servir de légitimatrice de l'action humanitaire étrangère et de garante de son efficacité.

Ce programme devait se focaliser sur le "capacity building", la promotion d'une agriculture durable et la renaissance des marchés parallèlement à la "transformation du conflit" et au "peace building". La "réponse aux besoins" était selon elle caractérisée par une implication forte du gouvernement soudanais, du SPLM, des principaux acteurs diplomatiques internationaux et de l'organisme d'observation du cessez-le-feu ( JMC/JMM).

Le NMPACT a été élaboré conjointement par des agences des Nations-Unies et des ONG avec une implication des organes humanitaires des belligérants : l' « Humanitarian Aid Commission (HAC) » du gouvernement et le « Sudanese Relief and Rehabilitation Committee (SRRC) du SPLM. La grande réussite de NMPACT, à ses propres yeux, repose surtout sur le fait d'être parvenu à réunir les deux organismes humanitaires ennemis. Mais c'est oublier que la HAC n'est qu'un appendice des services de sécurité soudanais, farouchement hostiles à la paix et dont le seul souci est de contrôler l'action des étrangers déployés sur le territoire et de taxer au maximum l'aide humanitaire, le SRRC n'étant que son homologue du côté des rebelles, avec les mêmes attributions : détournement de l'aide au profit des combattants et des dirigeants, et taxation des agences humanitaires qui souhaitent travailler au Sud-Soudan. C'était également oublier que des agences comme le PAM travaillent selon une logique d'écoulement d'excédents alimentaires américains, ce qui contrecarrait les efforts de promotion d'une "agriculture durable". Ainsi la distribution de "food for work" apportait sur les marchés des sacs de 50 kg de céréales concurrents des paysans locaux qui cherchaient à écouler leur maigre surplus pour pouvoir acheter d'autres marchandises (Coutou, 2004).

### *Des acteurs locaux mobilisés contre la marginalisation par l'intervention extérieure*

En contrepoint à cette bruyante agitation occidentale, les parties en conflit ne sont pas restées inactives, pour tenter de tirer le meilleur parti du cessez-le-feu.

Le gouvernement soudanais a utilisé l'aide alimentaire fournie par le PAM, mais aussi les aides venues du Golfe, pour se créer une clientèle dans les régions sous son contrôle. L'intervention du HAC était réservée aux communautés "loyalistes", évitant les villages christianisés ou réputés fidèles aux cultes traditionnels malgré les campagnes d'éradication et d'islamisation brutales mises en oeuvre. De ce point de vue, le gouvernement menait des campagnes de conversion forcée intensives, envoyant des équipes de prédicateurs chargés de s'installer dans les villages rétifs, et d'y prendre femme(s) de manière à y donner naissance à une progéniture métisse, arabisée et loyale à Khartoum.

Le SPLM-Nouba, de son côté, organisa dès juin 2002 un "Premier Congrès populaire Nouba" à Kauda, où 250 représentants, hommes et femmes, des communautés de tout le pays se rejoignirent pour la première fois depuis quinze ans, avec pour objectif de dessiner la stratégie du mouvement,

---

<sup>17</sup> avec pour participants initiaux : Agences de l'ONU la FAO, le PNUD, UNFPA, ONUDI, UNICEF, UN-OCHA, PAM, OMS, et les ONG CARE, Christian Aid, CONCERN, Dan Church Aid, Diocese of El Obeid, FAR, GED, IRC, Koinonia, Oxfam GB, Samaritan's Purse, SC (US) & Trocaire.

en un subtil compromis entre les demandes de la direction du SPLM et les aspirations propres des Nouba, inquiets de la possibilité de se voir sacrifiés sur l'autel de la paix, en cas de sécession du Sud.

Parmi les questions soulevées, celles concernant l'identité furent les plus significatives : l'avenir de la région était clairement perçu comme détaché culturellement de son environnement arabe et musulman : la leçon du racisme institutionnalisé dont les Nouba étaient victimes de la part des élites du pays depuis des siècles était la nécessité de la rupture : en matière de religion, ce racisme s'étendait jusqu'à l'intérieur des mosquées, et aucun rapprochement ne pouvait être recherché sur cette base. Quant à l'éducation, elle devait désormais intégrer le fait que le Soudan existait, à travers ses peuples autochtones, bien avant l'arrivée de l'islam, et adopter l'anglais comme langue d'enseignement à la place de l'arabe : position volontariste qui ignorait délibérément le fait que les monts Nouba étaient entourés de trois côtés par des communautés arabophones, que les villes et les marchés des plaines étaient peuplés d'arabophones, et que la frontière avec le Sud n'existait que sur les cartes, et consistait sur le terrain en un no man's land de centaines de km de savane et de marécages<sup>18</sup>.

#### Conclusion :

La JMC/JMM fut, du point de vue de tous les observateurs comme de la population, un succès inattendu et salvateur. Cela provient sans aucun doute de sa composition tripartite, de l'implication de tous ses membres, de sa proximité avec les conditions de terrain, au contact de la population, mais aussi nécessairement de la marge de manœuvre qui lui a été laissée par les parties prenantes, aussi bien les deux camps ennemis que la communauté diplomatique internationale. Le transfert de l'opération à l'ONU, en 2005, a signé l'arrêt de mort de la dynamique créée. Cette issue était attendue, l'UNMIS (United Nations Mission in Sudan) étant discréditée, comme il est fréquent pour les missions de l'ONU, pour sa passivité, son indifférence au sort de la population et sa méconnaissance des rouages et des enjeux locaux, quand ce n'est pas la corruption et l'incompétence de ses responsables, la lourdeur bureaucratique de la machine onusienne et le primat des luttes internes sur la mission sociale.

Les limites de l'expérience de la JMC/JMM apparaissent cependant dans le fait qu'aucune mesure n'a été prise par ses initiateurs pour assurer la pérennité des résultats acquis : dès la signature de l'accord de paix global de Naivasha en janvier 2005, fut mis en place le système institutionnel prévu pour la phase intérimaire de six ans avant le vote sur l'autodétermination du Sud et la consultation des régions marginalisées, dont les monts Nouba. Le parlement régional mis en place comportait bien comme prévu 55 % des sièges pour le Congrès national Populaire au pouvoir à Khartoum et 45 % pour le SPLM-Nouba, avec une présidence alternée. Mais le gouverneur nommé par le pouvoir central était Mohamed Haroun, sous mandat d'arrêt de la CPI, avec lequel Abd el Aziz el Hérou dut alterner durant six ans. Une farce sinistre, dont nul ne fit mine de s'offusquer, même si la collaboration entre les deux hommes fut meilleure que prévu.

Dès le lendemain de la sécession du Sud, il apparut clairement que le gouvernement de Khartoum n'avait aucune intention de respecter ses engagements concernant l'autonomie des monts Nouba, de peur de voir le reste du pays se désagréger et le Soudan disparaître de la carte. La guerre reprit dès 2011, avec son cortège de bombardements de la population civile, l'exode forcé en direction du Sud-Soudan, les offensives terrestres contenues par les rebelles aujourd'hui privés du soutien du Sud-Soudan indépendant, riche en pétrole mais déchiré par ses propres luttes intestines attisées par Khartoum. Et l'indifférence totale de la communauté internationale et des média...

---

<sup>18</sup> Néanmoins, l'idée a été mise en œuvre, et l'auteur a constaté dix ans plus tard, dans le camp de réfugiés nouba de Yida, au nord de l'Etat d'Unité au Sud-Soudan, sous contrôle du SPLM-Nouba, que l'enseignement était donné en anglais, et qu'il était envisagé de faire appel à des enseignants venus d'Ouganda ou du Kenya.

## Bibliographie

- ADAMS M. (1987) , *The Baggara problem : Attempts at modern Change in Southern Darfur and Southern Kordofan*, pp 291-329, in SHAAELDIN E. (dir.), *The Evolution of Agrarian Relations in the Sudan. A Reader*, Institute of Social Studies, La Haye et Development Studies and Research Center, Université de Khartoum, 415 p.
- AFRICAN RIGHTS (1995) : *Facing Genocide : the Nuba of Sudan*, African Rights, Londres, 340 p.
- BARTH F. (1969), *Ethnic groups and boundaries. The social organization of culture difference*. Oslo: Universitetsforlaget.
- BONVIN N. A. (2007) , *Humanitaires et Peacekeepers : adversaires ou partenaires ? Un cessez-le-feu dans les Monts Nouba*, Mémoire de Diplôme en Action Humanitaire, Université de Genève, 93 p.
- COUTOU A. (2004), *Paix et aide humanitaire : l'expérience de NMPACT au Soudan*, Derrière les crises oubliées, un monde fragmenté - Humanitaire No 9, Hiver 2004, Médecins du Monde (Mdm), Paris, pp. 92-101.
- EI-BATTAHANI A. (2009), *Nationalism and Peasant Politics in the Nuba Mountains Region of Sudan, 1924-1966*, Khartoum University Press, 302 p.
- FROEHLICH J-C. (1968), *Les montagnards paléonigritiques*, ORSTOM, Berger-Levrault, 247 p.,
- JENATSCH T. (2003) , *Evaluation of the Nuba Mountains cease-fire monitoring (April 2002 – June 2003)*, postgraduate studies in “Conflict Resolution”, University of Bradford / UK, Berne, 19 p..
- JMC (slnd), *Monitoring the Ceasefire in the Nuba Mountains*, Joint Military Commission, 96 pp,
- JOK MADUT J. (2007), *Sudan, Race, Religion and Violence*, Oneworld, Oxford, 312 p. + bibl.
- LAVERGNE M. (2004), *Soudan : le régime islamiste au défi de la paix civile et de la libéralisation*, Derrière les crises oubliées, un monde fragmenté - Humanitaire No 9, Hiver 2004, Médecins de Monde (Mdm), Paris, pp 6-19.
- LAVERGNE M. et WEISSMAN F. (2003), *Soudan : à qui profite l'aide humanitaire ?* pp. 145-168, in WEISSMAN F. (dir), *A l'ombre des guerres justes. L'ordre international cannibale et l'action humanitaire*, Flammarion, 359 pp.
- MANGER L . (2000), *Local Resource Management in the Context of Civil War and Genocide: Identity, Cultural Tradition and Territory among the Nuba of the Sudan*. Journal of Social Sciences [special issue on "Resource Management Through Indigenous Socio-Cultural Practices", ed. D.K. Behera], 4(1).
- MEYER G. (2005), *War and Faith in Sudan*, Wm. B. Eerdmans Publishing Co, 196 p. + bib.
- QUINT N. (2006), *Phonologie de la langue koalibe, Dialecte réré (Soudan)*. Paris : L'Harmattan. XVI + 238.
- RAHHAL S. M. (dir.) (2001), *The right to be Nuba. The story of a Sudanese People's Struggle for*

*Survival*, International Nuba Coordination Centre, The Red Sea Press, 136 p.

RIEFENSTAHL L. (1986), *Les Nouba, des hommes d'une autre planète*, Paris : Chêne, 1986

UNOCHA (2003), *Nuba Mountains Programme Advancing Conflict Transformation (NMPACT)* , Project Fact Sheet, document interne.

VARHOLA C. (2002), *Cows, Koran and Kalashnikovs. The multiple dimensions of Conflict in the Nuba Mountains of Central Sudan*, Department of Anthropology, the Catholic University of America, 25 p.